

L'ÉVOLUTION DES INITIATIVES DE TRANSITION (2) **LEUR RAPPORT AU TERRITOIRE**

Christian Jonet ★ 2014

DANS DES DIZAINES DE PAYS ET DES MILLIERS DE LOCALITÉS, LES INITIATIVES DE TRANSITION TRANSFORMENT RADICALEMENT NOTRE RAPPORT À L'ALIMENTATION, À L'ÉNERGIE, AU LOGEMENT ET À LA MOBILITÉ, DANS UN MONDE EN PROFONDE MUTATION. CONÇUES POUR ÊTRE DÉVELOPPÉES À L'ÉCHELLE LOCALE, CES INITIATIVES SONT PARVENUES EN QUELQUES ANNÉES À SE PROPAGER DE MANIÈRE VIRALE, MAIS ELLES PEINENT ENCORE À S'IMPLANTER DURABLEMENT DANS LES VILLES, ET À IMPULSER UNE VÉRITABLE DYNAMIQUE DE TRANSFORMATION SOCIALE. LA TRANSITION IMPLIQUE EN FAIT UNE TELLE SOMME DE CHANGEMENTS, ET DE TELLE NATURE, QU'ELLE PEUT DIFFICILEMENT S'ENVISAGER À L'ÉCHELLE LOCALE UNIQUEMENT. D'AUTRES MÉTHODES DE GESTION DE LA TRANSITION PARVIENNENT À OBTENIR DES RÉSULTATS SIGNIFICATIFS, EN FAISANT LE CHOIX DE TERRITOIRES D'ACTION PLUS ÉTENDUS. ET SI L'AVENIR DE LA TRANSITION ÉTAIT DANS L'HYBRIDATION DES MÉTHODES ET L'EXPÉRIMENTATION DE NOUVEAUX TERRITOIRES D'INTERVENTION ?

Le mouvement des *Villes en Transition*, né en 2006 dans la petite ville anglaise de Totnes, et qui a depuis essaimé dans le monde entier, s'est initialement constitué comme une réponse locale et citoyenne aux questions urgentes que constituent la fin des énergies fossiles bon marché et le changement climatique.

.....

1 Cette analyse de l'asbl *Barricade* a été rédigée à la demande de la revue les *Cahiers nouveaux*. Elle a été initialement publiée dans le N° 88 de cette revue, en juin 2014.

Depuis lors, les *Goldman Sachs*, *Lehman Brothers* et autres *Dexia* sont passés par là, et nos sociétés se sont abîmées dans les crises économique et sociale. Or, le mouvement de la *Transition* ne se satisfait pas de la « panacée » administrée aux populations du Nord comme du Sud, combinaison indigeste d'austérité et de tentatives désespérées de relance de la croissance. Dans ce contexte, la proposition du mouvement consiste à progressivement réinventer et reconstruire le système économique « par le bas », de manière telle que les externalités écologiques et sociales qu'il génère soient désormais positives plutôt que négatives. Alors qu'on associe souvent la transition à la décroissance², c'est plutôt sur le terrain du développement territorial – certes local et bas carbone – que s'avance désormais le mouvement de la *Transition*. Le développement d'une économie endogène mieux ancrée dans son territoire, plus résiliente, plus égalitaire, et orientée prioritairement vers la satisfaction des besoins fondamentaux de sa population.

Pour le mouvement de la *Transition*, il est souhaitable de relocaliser, c'est-à-dire de « re-territorialiser » une importante partie des activités économiques à travers une grande variété d'organisations productives de taille plus réduite, et au sein de filières et de réseaux économiques moins dépendants des énergies fossiles³. Comme le note Richard Heinberg, mondialement reconnu comme un des meilleurs spécialistes des questions énergétiques, « le pétrole à cent dollars et plus modifie considérablement les courbes de coûts. Et lorsque ces courbes changent, la géographie économique change avec elles⁴ ».

Invoquant la « grande transition » qui nous attend, Pierre Calame, Président de la *Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme*, estime qu'à maints égards, « la nouvelle économie que nous devons créer pour le XXI^e siècle ressemble beaucoup, mais à une échelle globale, à celle qui se déployait dans les siècles passés à une échelle locale, aux situations que nous connaissions avant la révolution industrielle, à l'époque où chaque communauté locale devait veiller à préserver sa viabilité à long terme dans un contexte de ressources naturelles limitées. Ainsi, l'*œconomie* suppose de parvenir à un véritable équilibre entre les individus, les sociétés et entre l'humanité et la biosphère⁵ ».

.....

2 Le mouvement de la décroissance assume volontiers un discours anticapitaliste, alors que la *Transition* est nettement plus consensuelle, vu sa volonté d'inclure un maximum de citoyens dans le Mouvement, qu'une radicalité idéologique pourrait effrayer. Lire à ce sujet Simon DE MUYNCK, « Transition et décroissance : analogies et divergences », BARRICADE, 2011.

3 L'économiste Bernard Liétar estime ainsi que dans l'ère de grande incertitude qui s'ouvre pour nos sociétés post-industrielles en mutation, les structures hiérarchiques et centralisées nous empêchent d'accéder aux innovations nécessaires pour franchir le cap. Lire Bernard LIETAER, *Les Monnaies régionales*, Éd. Charles Léopold Mayer, 2008, p. 94.

4 Richard HEINBERG, *La Fin de la croissance*, Éd. Demi-Lune, 2012, p. 223.

5 Pierre CALAME, *Les Leviers de la grande transition économique*, cité par Philippe Destatte sur son blog <http://phd2050.wordpress.com/2013/05/12/une-transition/>

UN MOUVEMENT TOURNÉ VERS L'ACTION

Bien que les citoyens impliqués dans le mouvement ne soient pas moins que d'autres conscients des causes profondes – et révoltantes – de la crise actuelle, le mouvement a pris la décision de ne pas occuper le terrain de la contestation, mais de mettre toutes ses forces dans la construction pratique et concrète d'alternatives. Dans plus de cinquante pays, dans des milliers de localités, des citoyens coordonnent leur action au niveau de leur rue, de leur quartier, de leur village ou de leur ville. Ils créent des coopératives citoyennes en matière de production énergétique, organisent des groupes d'achats communs solidaires de l'agriculture paysanne locale, échangent des savoirs et des services qui recréent des solidarités. Ils contribuent à dynamiser une économie locale bas carbone, endogène et (plus) démocratique, par le lancement d'une monnaie complémentaire locale, ou encore par l'utilisation de la finance éthique et participative.

La plupart de ces types d'initiatives existent depuis bien plus longtemps que le mouvement de la *Transition*, et certains observateurs s'interrogent dès lors sur la plus-value de ce dernier. Sa stratégie consistant à utiliser l'action locale comme principal levier pour s'attaquer à des problématiques globales pose également question. Or, faut-il le préciser : le mouvement de la *Transition* n'a pas la prétention de s'attaquer seul à des questions telles que l'épuisement des réserves d'énergie fossile ou l'augmentation générale du niveau des inégalités. Il en prend juste sa part, à son niveau et avec les moyens qui sont les siens. Une véritable Transition, c'est-à-dire une transformation fondamentale des modes de fonctionnement et des structures de nos sociétés, ne pourra en effet advenir qu'avec la conjonction des forces ascendantes, citoyennes (*bottom up*), et de forces politiques et institutionnelles (*top down*). Du point de vue du mouvement de la *Transition*, néanmoins, le parti pris de l'action locale est notamment lié à l'incapacité avérée des instances internationales à apporter des réponses satisfaisantes à des questions globales telles que le changement climatique. Dans ce domaine en particulier, les « avancées » s'apparentent plutôt à des reculades. Ainsi, depuis les négociations qui se sont déroulées à Copenhague en 2009, la *Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques* (CCNUCC) est passée d'un modèle de coopération contraignant (*top down*), qui prévalait jusqu'alors, à un modèle de coordination : chaque état se contente de faire connaître à la CCNUCC ses engagements, et l'instance onusienne est dès lors réduite au rôle de notaire des engagements pris. Les citoyens préoccupés par l'état du monde et de nos sociétés se sentent totalement démunis face à de tels verrouillages institutionnels. L'action collective locale, l'endroit où les citoyens disposent de la plus grande marge de manœuvre, constitue dès lors un puissant antidote aux sentiments de fatalité ou de découragement. Par ailleurs, la dissémination virale du mouvement assure que l'action, bien que locale, soit simultanée dans des centaines, voire des milliers d'endroits. Cette expansion rapide a été facilitée par un réseau extrêmement performant et par la mise à disposition d'une « boîte à outils » (ressources pédagogiques, méthodes d'animation de groupes et de réunions, outils de présentation, formations, etc.),

créée par les initiateurs du mouvement et évoluant de manière collaborative, tel un logiciel libre, grâce aux contributions des participants.

Dans un précédent texte qui entamait l'analyse des limites et des évolutions récentes du mouvement, nous avons mis en évidence une approche désormais plus économique et entrepreneuriale. Celle-ci vise notamment à développer des capacités propres de financement, permettant de soutenir la dynamique générale de transition et l'émergence de nouveaux projets⁶. Nous allons ici esquisser une analyse de l'évolution du mouvement dans ses rapports aux territoires, et aux capacités de transformation sociale qui y sont liées.

Depuis 2006, époque à laquelle a été lancé le concept de *Ville en Transition*, la grande variété des pratiques de terrain a amené le mouvement à se redéfinir, et à faire un usage de plus en plus fréquent de la dénomination *Initiative de Transition*, moins limitative. D'une part, certaines de ces initiatives, telles que les «rues en *Transition*», regroupant quelques personnes ou familles mettant en œuvre des actions leur permettant de réduire leurs factures et de diminuer leur empreinte écologique, sont extrêmement localisées. D'autre part, le mouvement s'est implanté de manière plus efficace et durable dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Si la notion d'initiative permet de mieux prendre en compte ces réalités, les évolutions qui les sous-tendent nous amènent à questionner deux défis essentiels de la *Transition* : son rapport à la ville, et sa capacité à provoquer des transformations sociales significatives.

IMPLANTER DURABLEMENT LA TRANSITION DANS LES VILLES ET DÉVELOPPER UNE CAPACITÉ DE TRANSFORMATION SOCIALE

La publication, en août 2013, de la première étude internationale consacrée aux facteurs de succès et d'échec des initiatives de *Transition*⁷ a mis en évidence une typologie selon laquelle les initiatives les plus couronnées de succès sont situées en zones rurales. Il existe bien sûr des exceptions à cette tendance, dont une des plus notable semble être la ville de Bristol, où la collaboration avec les autorités locales est particulièrement développée, et où la monnaie complémentaire locale (lancée par *Bristol in Transition*) rencontre un tel succès que le maire de la ville a pris la décision de faire payer son salaire en *Bristol Pounds*. L'arbre ne doit cependant pas cacher la forêt.

6 Ce texte, «L'évolution des initiatives de transition 1. Des ambitions économiques et entrepreneuriales plus affirmées», Christian JONET, *Barricade*, 2013, est téléchargeable gratuitement au format PDF sur le site www.barricade.be

7 G. FEOLA, R.J. NUNES, *Failure and Success of Transition Initiatives: a study of the international replication of the Transition Movement*, Walker Institute for Climate System Research, 2013.

D'après les prévisions de l'ONU, d'ici 2050, la population mondiale devrait atteindre 9,7 milliards d'habitants, et 80% de cette population devrait vivre dans les villes, contre 50% actuellement. Si les *Initiatives de Transition* veulent réellement peser dans les transformations sociales en cours et à venir, elles doivent trouver un moyen de s'implanter de manière durable et profonde en milieu urbain.

Par ailleurs, le développement croissant et la prise en considération d'initiatives ultra-locales de citoyens et consommateurs responsables ne doivent pas faire perdre de vue que la *Transition* ne se limite pas à une question de diminution de consommation ou de réduction d'empreinte énergétique. La *Transition* implique un changement qualitatif autant que quantitatif, une transformation profonde et à grande échelle de la manière dont sont accomplies et organisées des fonctions sociales importantes telles que l'alimentation, le transport, la communication ou encore le logement. Cette transformation « résulte de l'apparition de multiples changements qui se produisent simultanément à différents niveaux et dans différents secteurs de la société (la technologie, l'économie, les institutions, les comportements, la culture, l'écologie...) et qui se renforcent et s'amplifient mutuellement jusqu'à entraîner – en cas de transition réussie – une reconfiguration globale du système considéré⁸. »

Pour analyser des transformations d'une telle ampleur, la science politique fait appel à la notion de système sociotechnique⁹, qui sous-entend que ce n'est pas seulement les technologies et les objets créés par celles-ci qu'il convient de transformer, mais également les règles et les normes, les pratiques et les marchés, les organisations, les infrastructures, les réseaux et les systèmes de significations culturelles¹⁰.

Si l'on analyse les *Initiatives de Transition* sous l'angle de leur capacité de transformation sociale¹¹, le territoire d'action très local que le mouvement a choisi de privilégier pose question. On vient en effet de voir que le projet de transition ou de profonde transformation d'un système sociotechnique implique une telle somme de changements qu'il peut difficilement s'envisager à cette échelle.

.....

8 Paul-Marie BOULANGER, « Une gouvernance du changement sociétal : le *Transition management* », *La Revue Nouvelle* n° 11, novembre 2008.

9 Un système sociotechnique peut se définir comme « un ensemble d'artefacts (objets techniques ou technologiques) et d'acteurs (ce qui suppose des comportements, des représentations culturelles, des règles sociales) qui interagissent dans l'optique de répondre à une fonction sociale précise ». SOURCE : GRAND LYON – COMMUNAUTÉ URBAINE, DIRECTION DE LA PROSPECTIVE ET DU DIALOGUE PUBLIC, « *La Transition, entre théorie et pratique – Du Transition management aux Initiatives de Transition* », *Résilience*, avril 2012, p. 3.

10 Paul-Marie BOULANGER, *op. cit.*

11 De nombreux scientifiques qui se sont penchés sur les *Initiatives de Transition* ont en particulier analysé leurs capacités d'innovation sociotechnique (FEOLA, G., NUNES, R.J., *Op. cit.*, p. 3).

Ce n'est donc pas un hasard si une autre méthode de gestion de la transition, le *Transition management*, directement inspirée de l'analyse qui est faite en science politique des transformations des systèmes sociotechniques, a généralement été appliquée aux échelles nationale ou régionale, plutôt qu'à l'échelle locale. Mise au point et expérimentée aux Pays-Bas, cette méthode s'est progressivement diffusée dans d'autres pays. En Flandre, les deux premiers projets à avoir été développés selon cette méthode, et qui ont respectivement pour objet la dématérialisation de l'économie flamande (*Plan C*) et la transformation en profondeur des secteurs du logement et de la construction (*DuWoBo*), ont été mis en œuvre à l'échelle de toute la région.

Radicalement plus *top down* que les *Initiatives de Transition* (le pilotage des projets est ici assuré par des équipes de représentants du gouvernement et d'experts), le *Transition management* a obtenu des résultats probants dans divers domaines. La description et l'analyse de cette méthode sortiraient largement du cadre de ce texte¹², mais nous en retiendrons que les *Initiatives de Transition* n'ont pas le monopole de la « gestion » de la *Transition*, et que les deux méthodes, qui diffèrent tant du point de vue de la gouvernance que du territoire d'action, ont peut-être beaucoup à apprendre l'une de l'autre.

La *Ceinture aliment-terre Liégeoise* (CATL), qui a vocation à se développer à l'échelle de la province de Liège, constitue à notre avis un bel exemple d'hybridation entre les deux méthodes de gestion de la *Transition*.

LA CEINTURE ALIMENT-TERRE LIÉGEOISE (CATL)¹³

Depuis novembre 2013, la dynamique *Ceinture aliment-terre liégeoise* (CATL) rassemble citoyens, acteurs économiques, culturels et institutionnels autour d'un projet de transformation en profondeur du système alimentaire local. Les intentions sont ambitieuses : sur un horizon de 20 à 30 ans, assurer la souveraineté alimentaire locale et créer de très nombreux emplois non-délocalisables.

L'initiative, qui prend appui sur diverses innovations sociales et techniques (circuit court, agro-écologie, économie circulaire, économie sociale), ne saurait se résumer à une dynamique entrepreneuriale ou de développement territorial. De par ses origines et sa forte dimension participative, elle constitue également un pôle de citoyenneté.

Le mardi 5 novembre 2013, environ 350 personnes ont pris part à la soirée de lancement de l'initiative et dès le lendemain, un « forum ouvert » a mobilisé 150 acteurs aux profils très variés et com-

¹² Nous renvoyons le lecteur vers l'excellent texte de Paul-Marie BOULANGER, déjà cité.

¹³ www.catl.be

plémentaires : des producteurs des différents types d'agriculture et d'élevage, des acteurs de la transformation, des représentants de toute la gamme des circuits courts, des représentants d'organisations paysannes et syndicales, des acteurs du développement territorial, de la restauration collective, de la finance alternative, des pouvoirs locaux et provinciaux, de la culture, de l'économie sociale, de la formation ou encore de la recherche. Au cours de cette journée du 6 novembre, 42 ateliers de réflexion ont permis de faire avancer le plan d'action de la CATL, et plusieurs groupes de travail thématiques se sont formés. Un « deuxième round » de la CATL s'est déroulé le 19 juin 2014 à Liège autour de la co-construction de projets concrets.

Comme les *Initiatives de Transition*, la CATL participe d'une dynamique *bottom-up* (elle a été créée par des acteurs de terrains et des citoyens membres de *Liège en Transition*), et elle s'appuie sur des outils d'intelligence collective tels que le forum ouvert. D'autres aspects, tels que la focalisation sur un système sociotechnique particulier, alimentaire en l'occurrence, ou la composition de ses groupes de travail (multiacteurs, multidomains et multiniveaux), la rapprocheraient plutôt d'une démarche de *Transition management*. Enfin, la CATL partage avec les *Initiatives de Transition* et avec le *Transition management* un projet de transformation sociale qui s'inscrit dans le long terme (plus de vingt-cinq ans), mais elle s'est choisi un territoire d'action intermédiaire, la province, qu'on ne saurait qualifier ni de local, ni de régional. Et surtout, elle conçoit et construit le territoire de manière dynamique en proposant la constitution d'une véritable alliance ville-campagne¹⁴.

Le mouvement des *Initiatives de Transition*, s'il se diffuse très rapidement, peine encore à devenir un véritable acteur de transformation de nos sociétés. Évolutif, il progresse par essais/erreurs, et c'est notamment en se confrontant à d'autres méthodes qu'il pourra expérimenter de nouveaux outils et modes de gouvernance, et d'autres territoires d'intervention, qui lui permettront d'accroître son impact. Aussi et surtout, pour parvenir à un changement d'échelle des modèles qu'il propose et développe, il lui faut maintenant parvenir à impliquer des franges beaucoup plus larges de la population. La *Transition* nous propose de ré-ancrer nos vies sur un territoire, mais loin d'être une démarche de repli, elle constitue un processus logique d'adaptation de nos modèles de société aux nouvelles données énergétique, économique et climatique. Et comme le démontre le réseau des villes en *Transition*, une telle adaptation peut se faire dans l'ouverture, la solidarité et l'apprentissage mutuel.

Christian JONET, juin 2014

.....
 14 C'est un point de vue que nous ne faisons qu'esquisser ici, mais que nous développons dans le texte « La *Ceinture aliment-terre liégeoise* : une initiative originale de gestion de la *Transition* », publié sur le site web de l'asbl *Barricade* : www.barricade.be

Lieu d'émancipation collective et de création d'alternatives, **Barricade** expérimente dans les domaines culturels, sociaux et économiques depuis 1996.

Barricade est engagée dans différents mouvements sociaux et citoyens ainsi que dans le développement de projets économiques alternatifs dont la visée commune est de promouvoir l'égalité et la justice sociale.

Depuis 2010, nos publications s'inscrivent dans ce contexte et sont le fruit d'une démarche de *recherche-action*, d'une implication de terrain dans la transformation de la société. **Barricade** est également un espace public de débat permettant la rencontre des paroles citoyennes, militantes, syndicales, associatives, académiques & politiques. Enfin **Barricade** constitue un lieu d'accueil pour de nombreux collectifs et associations, et tout simplement un lieu d'échanges et de convivialité. C'est tout ça **Barricade**.

Toutes les analyses sur :

www.barricade.be

POUR ALLER PLUS LOIN

Livres de référence

Rob HOPKINS, *Manuel de Transition – De la dépendance au pétrole à la résilience locale*, Ecosociété, 2010.

Le mouvement des *Initiatives de Transition* a pris son essor à partir de 2008, suite à la publication de ce qui est largement considéré comme l'ouvrage de référence du mouvement, *The Transition Handbook (Manuel de Transition)* de Rob Hopkins. Ce livre, basé sur les expériences pilotes menées dans deux villes pionnières en matière de *Transition*, Kinsale (Irlande) et Totnes (Angleterre), proposait notamment un programme d'action en 12 étapes, allant de la fondation d'un groupe porteur de l'initiative à l'élaboration d'un plan d'action local de « descente énergétique ».

Rob HOPKINS, *The Transition Companion*, Green books, 2011.
[Pas de traduction française à ce jour]

Cet ouvrage, qui s'adresse prioritairement aux personnes déjà engagées dans le mouvement, reprend les ingrédients du premier livre en les confrontant à la réalité des *initiatives de Transition* telles qu'elles se sont développées en Grande-Bretagne. Les 12 étapes de la *Transition* y sont reformulées en cinq « ingrédients », plus généraux. C'est dans ce livre que la dimension entrepreneuriale de la *Transition* est la plus développée.

Rob HOPKINS, *The Power of Just Doing Stuff – How Local Action Can Change The World*, Green Books, 2013.

Cet ouvrage, dont le langage est simple et accessible, semble destiné à élargir le public du mouvement. La question des inégalités sociales y est abordée de manière plus directe que dans les livres précédents. Il offre également un panorama des diverses manières dont la *Transition* s'est développée un peu partout dans le monde. La traduction en français de ce livre a été achevée en juin 2014 : *1001 initiatives de Transition écologique*. Comment l'action locale peut changer le monde paraîtra aux éditions *Seuil* vers le 15 octobre 2014, dans la collection ANTHROPOCÈNE.

Sites web de référence

Site du *Transition network* (en anglais) :
www.transitionnetwork.org/

Site du *Réseau des initiatives de transition Wallonie-Bruxelles* :
<http://www.reseautransition.be/>

Par ailleurs, l'asbl *Barricade* a publié un grand nombre d'analyses critiques consacrées au mouvement de la *Transition*, disponibles sur le site www.barricade.be